



Titre de la session proposée

Sécurisation alimentaire régionale : repenser l'accès alimentaire sous le prisme de l'aménagement du développement des territoires

Organisateur(s)

Sabrina Tremblay, Nicolas Devaux, Marie-Frédérique Ouellet, Geneviève Dick

Résumé (500 à 700 mots)

La sécurité alimentaire est un concept qui suscite des débats académiques dans le champ des sciences humaines et sociales depuis maintenant près d'un demi-siècle. Depuis son apparition dans les années 1970, en réaction aux grandes crises alimentaires mondiales, le concept a évolué d'une vision presque uniquement axée sur la production agricole, jugée insuffisante, pour s'engager dans des approches cherchant à comprendre plutôt les difficultés d'accès. Depuis lors, malgré des contributions disciplinaires (géographie humaine, l'anthropologie, la sociologie, etc.) ce sont essentiellement les chercheurs en santé publique qui ont investi ce terrain d'étude. Leurs travaux se concentrent principalement sur les comportements individuels, les caractéristiques des ménages ou les déterminants socio-économiques qui influencent l'accès à une alimentation suffisante et nutritive. Si ces approches ont permis de documenter les inégalités et d'orienter des politiques sociales, elles tendent à restreindre l'insécurité alimentaire à une problématique de vulnérabilité individuelle, en négligeant ainsi la part du milieu et des dynamiques territoriales dans la construction et le maintien de ces inégalités. Or, faire abstraction de ces dynamiques, c'est également ignorer les structures territoriales, ressources locales et modes de gouvernance qui façonnent l'action publique et les initiatives locales.

Cette séance spéciale propose donc de déplacer le regard vers une lecture territoriale de la vulnérabilité alimentaire et de parler davantage de sécurisation alimentaire, c'est-à-dire de d'explorer comment les dynamiques et spécificités régionales – infrastructures, politiques locales, orientations en aménagement, contraintes, répartition des marchés et lieux de consommation, ressources naturelles, coopération entre acteurs – influencent la disponibilité, l'accessibilité et la stabilité de l'offre alimentaire. En dépassant l'approche centrée sur l'individu, il s'agit de mettre en lumière la part du milieu dans la construction - ou la mitigation - des inégalités alimentaires territoriales.

Les enjeux de recherche actuels en sciences régionales invitent à une telle relecture. D'abord, les inégalités territoriales d'accès sont de plus en plus documentées. La concentration des aires de services dans des zones commerciales dédiées se fait au profit d'une dépendance accrue aux magasins de grandes surfaces et aux chaînes logistiques mondialisées. Certaines zones rurales et urbaines sont confrontées à la fermeture des commerces de proximité et la présence de déserts ou marais alimentaires. Ces disparités révèlent que l'insécurité alimentaire ne peut être comprise sans une analyse des infrastructures, des circuits de distribution et des politiques d'aménagement et de développement.



En réponse à ces clivages spatiaux, la valorisation des ressources locales et l'ancrage territorial de l'offre alimentaire de qualité apparaissent pour certains comme des leviers de résilience face aux enjeux intra et extra régionaux. Ainsi, la valorisation de l'agriculture de proximité (même en régions éloignées), l'intérêt porté aux circuits courts locaux, aux initiatives collaboratives ou solidaires semblent combler un besoin de consolider le capital social et territorial tout en renforçant la disponibilité alimentaire ou en diversifiant les sources d'approvisionnement. Ces pratiques, souvent portées par des acteurs collectifs ou associatifs, militent du côté de la souveraineté alimentaire territoriale et favorise une plus grande indépendance face aux marchés mondiaux.

En conséquence, un des leviers d'actions à l'échelle locale, infra régionale et régionale passe par une gouvernance territoriale en faveur d'une sécurisation alimentaire. Des stratégies sont imaginées pour la création de plans alimentaires territoriaux, le soutien aux communautés nourricières, aux coopératives en alimentation, aux consommateurs ou encore la mise en place de politiques d'urbanisme favorisant l'accès aux marchés locaux. Néanmoins, l'articulation entre politiques publiques nationales et initiatives locales soulève des questions de coordination, de subsidiarité et de justice spatiale et alimentaire.

Un second levier d'action pour transformer l'offre alimentaire locale réside dans les démarches d'innovation sociale et d'économie solidaire. Ainsi, une variété d'initiatives témoigne de la capacité des territoires à inventer des solutions adaptées à leurs réalités (jardins communautaires ou collectifs, banques alimentaires, plateformes numériques de circuits courts). Ces expériences offrent un terrain fertile pour les sciences régionales, qui peuvent analyser leur impact sur la cohésion sociale, la participation citoyenne et le développement économique local.

Enfin, face à un contexte changeant, la résilience territoriale face aux crises – qu'elles soient climatiques, économiques ou sanitaires – est devenue un enjeu central. La dernière décennie a vu chanceler les grandes filières mondiales sous l'effet de crises successives. L'accélération des changements climatiques dans certaines régions du monde montrent aussi notre vulnérabilité en matière d'alimentation. L'adaptation des territoires en termes de ressources/approvisionnement, d'orientations/politiques publiques, de structures de gouvernance permet la mitigation de ces chocs et le renforcement de la stabilité alimentaire dans le temps.

Cette séance spéciale se veut donc originale par son approche : elle propose de considérer la sécurisation alimentaire comme une condition de développement régional et territorial, et non seulement comme une question de santé publique, donc soumise à des politiques sectorielles. Elle invite à croiser les regards disciplinaires pour analyser la manière dont les milieux structurent l'accès à la nourriture. Elle propose une lecture territoriale et systémique, capable de rendre compte des inégalités spatiales, des ressources ou contraintes locales et des dynamiques qui renforcent/diminuent les inégalités. Cette orientation permet de mieux comprendre la part du milieu et des dynamiques de structuration des territoires dans l'accès à la nourriture et d'identifier des pistes d'actions pour renforcer et maintenir l'accès alimentaire à l'échelle des territoires.



Mots-clés (3 à 5)

Sécurisation alimentaire, territoire, région, développement, aménagement

Références bibliographiques (5 à 10 max)

Chiffolleau, Y., & Prevost, B. (2012). Les circuits courts, des innovations sociales pour une alimentation durable dans les territoires. *Norois. Environnement, aménagement, société*, 224, 7-20.

Doyon, M., & Klein, J.-L. (2019). Pour la sécurisation alimentaire au Québec : Perspective territoriale. PUQ.

Gottlieb, R., & Joshi, A. (2013). *Food Justice*. MIT Press.

Hochedez, C., Lanciano, E., Noel, J., & Saleilles, S. (2022). La transition à l'épreuve de la justice alimentaire : Construction d'un répertoire de pratiques dans 5 initiatives à Angers, Lyon et Poitiers. *Géocarrefour*, 96(4), Article 4. <https://doi.org/10.4000/geocarrefour.21236>

Leclercq, J.-B., Ouimet, A.-M., Dionne, R.-È., Felteau, H., Solomon, É., Soucisse, F., St-Germain, C., Thériault, M., & Coulombe, S. (2020). L'organisation communautaire comme réponse collective aux enjeux de l'insécurité alimentaire au Québec. *Anthropology of food*, S15, Article S15. <https://doi.org/10.4000/aof.11262>

Morello-Frosch, R., Pastor Jr, M., Porras, C., & Sadd, J. (2002). Environmental justice and regional inequality in southern California : Implications for future research. *Environmental health perspectives*, 110(suppl 2), 149-154.

Mundler, P. (2023). Les fermes en circuits courts alimentaires au Québec : État des lieux, perspectives et défis. *Revue Organisations & territoires*, 32(1), Article 1. <https://doi.org/10.1522/revueot.v32n1.1550>

Sen, A. (1981). Ingredients of Famine Analysis : Availability and Entitlements*. *The Quarterly Journal of Economics*, 96(3), 433-464. <https://doi.org/10.2307/1882681>

Tarasuk, V., & Davis, B. (1996). Responses to food insecurity in the changing Canadian welfare state. *Journal of Nutrition Education*, 28(2), 71-75.